

19 boulevard Paixhans
CS 91631
72016 LE MANS Cedex 2

LE MANS, le 14/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 08/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL LA FERME DES HALLAIS
Les Hallais
72350 SAINT-DENIS-D'ORQUES

Références : 2023-00579
Code AIOT : 0057201764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2023 dans l'établissement SARL LA FERME DES HALLAIS implanté LES HALLAIS - 72350 SAINT-DENIS-D'ORQUES. L'inspection a été annoncée le 06/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL LA FERME DES HALLAIS
- LES HALLAIS - 72350 SAINT-DENIS-D'ORQUES
- Code AIOT : 0057201764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Elevage canin relevant du régime de l'autorisation, au titre de la rubrique n° 2120-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité des installations/plans - Notification des modifications	Code de l'environnement du 10/03/2023, article R 181-46	/	Sans objet
4	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 12	/	Sans objet
12	Prévention des incendies	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	/	Sans objet
14	Affichages de sécurité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Mesure des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 29	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Taille	Décret du 02/12/2021	/	Sans objet
3	Collecte des eaux de nettoyage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 10	/	Sans objet
5	Prévention de la fuite des chiens	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 13	/	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 14	/	Sans objet
7	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 16	/	Sans objet
8	Rejet direct d'effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 17	/	Sans objet
9	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22	/	Sans objet
10	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 24	/	Sans objet
11	Animaux morts	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 25	/	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	/	Sans objet
15	Accords d'épandage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 27	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation, dans son ensemble, est tenue dans un état de propreté satisfaisant.

Lors de l'inspection, il a été relevé des non-conformités en matière de :

- conformité de l'installation par rapport aux plans en possession de l'inspection des installations classées,
- prévention du risque "incendie" et sécurité du personnel,
- stockage des déjections solides, avant épandage,
- autocontrôle concernant les émissions sonores.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des installations/plans - Notification des modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2023, article R 181-46
Thème(s) : Élevage, Conformité des installations par rapport au dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : Les modifications suivantes ont été effectuées au sein de l'établissement, sans avoir été portées, préalablement à leur réalisation, à la connaissance de l'inspection des installations classées : * création de 7 parcs de détente enherbés, * aménagement dans un bâtiment existant, d'une nurserie 2 ^{ème} âge, destinée aux chiots, âgés d'1 mois 1/2 jusqu'à leur départ (point non conforme).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Taille

Référence réglementaire : Décret du 02/12/2021
Thème(s) : Élevage, Effectif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nombre de chiens âgés de plus de 4 mois
Constats : Selon la liste du cheptel des reproducteurs présentée, l'effectif était, le jour de l'inspection, de 250 chiens, âgés de plus de 4 mois, de 26 races différentes. Pour mémoire, l'installation relève du régime de l'autorisation, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. L'effectif autorisé est de 278 chiens, âgés de plus de 4 mois, au maximum (point conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Collecte des eaux de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 10
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents.
Constats : Les effluents liquides, les eaux de lavage des locaux ainsi que les eaux pluviales, susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées, à ciel ouvert, sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers l'un ou l'autre des deux dispositifs d'assainissement autonomes existants : * un premier dispositif, conforme à l'étude de filière présentée et comportant un pré-traitement par le biais d'une fosse "toutes eaux", d'un volume de 15 m ³ avec pré-filtre intégré, un traitement des eaux pré-traitées par filière compacte agréée "Enviro-septic ES" avec une surface réservée à l'infiltration de 81 m ² ainsi qu'un rejet au fossé (ouvrage dimensionné sur la base de 25 équivalents habitants) ; * un deuxième dispositif, composé d'une fosse "toutes eaux" de 5 m ³ , suivie d'un épandage souterrain, à faible profondeur, par le biais de deux drains (point conforme). En revanche, la nurserie (2 ^{ème} âge) n'est raccordée ni à l'un, ni à l'autre dispositif. Selon les déclarations de l'exploitante, le nettoyage est réalisé à l'aide d'un pulvérisateur et d'un balai brosse ; ce qui n'induit pas d'eaux de lavage. De surcroît, cette nurserie étant aménagée dans un bâtiment fermé et couvert, il n'y a pas d'eaux pluviales susceptibles de ruisseler sur les aires de vie étanches des animaux. Le raccordement à un dispositif d'assainissement autonome ne s'impose pas, tant que le nettoyage n'induit pas d'eaux de lavage (point conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 12
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Lorsqu'ils existent, les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum. La capacité de stockage peut être augmentée pour tenir compte notamment des particularités climatiques et de la valorisation agronomique.</p> <p>Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités climatiques. Lorsque les effluents sont rejetés dans le milieu naturel après traitement, il en est tenu compte dans le calcul de la capacité de stockage des effluents.</p> <p>Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace.</p> <p>Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des effluents liquides construits après la publication du présent arrêté au Journal officiel sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe II de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.</p>
Constats : <p>Un débordement de liquides pollués dans le milieu naturel n'est pas envisageable dans la mesure où les deux dispositifs d'assainissement autonomes comportent un exutoire, soit un rejet des eaux traitées au fossé, soit une infiltration des eaux traitées par drainage (point conforme).</p> <p>Sur le plan de la sécurité, ces deux dispositifs ne posent pas de problème. Ils sont entièrement enterrés et les fosses "toutes eaux" sont couvertes d'une protection efficace, empêchant toute chute (point conforme).</p> <p>En ce qui concerne les déjections solides produites, ces dernières sont ramassées tous les jours, entreposées dans une bennette, accrochée à un tracteur puis apportées tous les 2 jours sur une parcelle, en propriété, en vue de leur stockage en tas, située sur la commune de SAINT JEAN SUR ERVE, dans le département voisin de la Mayenne, préalablement à leur valorisation par épandage, par un tiers alors qu'une fumière (non utilisée) est présente sur le site d'élevage.</p> <p>Or, les déjections solides canines étant susceptibles d'écoulements, leur stockage au champ n'est pas possible. Il ne peut avoir lieu que sur une fumière étanche, soit couverte, soit reliée à un ouvrage de stockage des liquides. La fumière existante, d'une surface bétonnée de 18 m² et entourée de 3 murets, de 1 mètre de haut, est à ciel ouvert et non raccordée à une fosse, pour la récupération et le stockage des lixiviats (point non conforme).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la fuite des chiens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises dans toutes les parties de l'installation pour éviter la fuite des animaux (conception et hauteur des clôtures, murs et cloisons,...). Des moyens de capture appropriés sont tenus à disposition dans l'établissement, en tant que de besoin.
Constats : L'établissement est sous la surveillance de l'exploitante ainsi que de 6 salariés (point conforme). La conception et la hauteur des grillages des boxes permettent, a priori, d'éviter toute fuite de chiens (point conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 14
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Toutes les précautions sont prises pour éviter aux animaux de voir directement la voie publique ou toute sollicitation régulière susceptible de provoquer des aboiements, à l'exclusion de celles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation. Les animaux sont rentrés chaque nuit dans les bâtiments, ou enclos réservés.
Constats : Il n'y a pas de voisinage à proximité de l'installation. L'habitation, occupée par des tiers, la plus proche, est distante d'environ 600 mètres de l'élevage et située de l'autre côté de la D 357, reliant LE MANS à LAVAL (point conforme). L'installation est située entre l' A 81 et la D 357. Les chiens ne sont pas soumis à une sollicitation régulière, susceptible de provoquer des aboiements, à l'exclusion des allées et venues du personnel ainsi que des visites des potentiels acquéreurs de chiens (point conforme). Le fonctionnement de l'établissement n'a jamais fait l'objet de plainte sonore, à notre échelon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 16
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités : <ul style="list-style-type: none">- soit dans un système d'assainissement individuel (du type fosse septique étanche, fosse à tranchée filtrante,...) dans les conditions prévues à l'article 18, sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur concernant ces systèmes, et notamment des dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et dans le respect des recommandations du service public d'assainissement non collectif ;- soit sur un site spécialisé (centre d'enfouissement, centre de compostage,...) dans les conditions prévues à l'article 19 ;- soit dans une station d'épuration propre à l'installation, dans les conditions prévues à l'article 20 ;- soit par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions de l'article 21 ;- soit par tout autre moyen équivalent autorisé par le préfet.
Constats : Les effluents liquides, les eaux de lavage ainsi que les eaux pluviales souillées de ruissellement sur les surfaces bétonnées à l'air libre sont traités sur site, dans un dispositif d'assainissement autonome. Pour rappel, l'installation dispose de deux dispositifs distincts (point conforme). Les effluents solides sont traités et valorisés par épandage sur des terres agricoles (point conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejet direct d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 17
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout rejet direct d'effluents dans le milieu naturel est interdit.
Constats : Il n'y a aucun rejet direct d'effluents ou d'eaux polluées, sans traitement préalable, dans le milieu naturel (point conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble du site doit être maintenu en parfait état d'entretien (peinture, plantations, engazonnement...).
L'ensemble des bâtiments et des annexes est maintenu propre et régulièrement nettoyé, conformément au plan de nettoyage et de désinfection présenté dans le dossier initial d'autorisation.
Les niches dans lesquelles sont placés les animaux sont construites en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter.
Les sols et les murs des bâtiments d'élevage sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement.
Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances (les déjections solides sont enlevées chaque jour).
Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont maintenus en bon état ; les déjections solides sont enlevées régulièrement lorsque la charge d'animaux dépasse 1 chien / 60 mètres carrés.
L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire. Un registre des traitements effectués est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection.
Constats : Le jour de l'inspection, les locaux étaient en cours de nettoyage. L'ensemble du site est maintenu dans un état d'entretien satisfaisant. Les bâtiments, hébergeant les chiens, sont régulièrement nettoyés, à l'eau sous pression, désinfectés et maintenus dans un état de propreté satisfaisant (point conforme).
Concernant la dératisation, celle-ci est effectuée en permanence par l'exploitante et le personnel de l'installation. Les appâts (avoine) sont entreposés au niveau des palettes de stockage des croquettes, dans le respect des conditions de sécurité requises (point conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Les déchets, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits par l'installation, doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs,...). Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Selon les déclarations de l'exploitante, les déchets produits par l'installation, autres que les déchets de soins vétérinaires, sont : <ul style="list-style-type: none">- les poils de chiens (toiletage),- les sacs vides de croquettes,- des cartons. Les poils de chiens sont évacués avec les ordures ménagères. Les sacs et les cartons sont emmenés à la déchetterie communale (point conforme). Selon les déclarations de l'exploitante, seuls les déchets d'origine végétale, font l'objet d'un brûlage à l'air libre (point conforme). Lors de l'inspection, il n'a pas été abordé le stockage et l'élimination des déchets de soins vétérinaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Animaux morts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural. En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé conformément aux modalités prévues par le code rural, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés à température négative dans un récipient étanche et fermé, destiné à ce seul usage et identifié. Le brûlage des cadavres à l'air libre est interdit.
Constats : Les animaux morts sont stockés dans un congélateur, en état de fonctionnement, dans l'attente de leur enlèvement par l'équarrisseur (ATEMAX) (point conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26
Thème(s) : Élevage, Sécurité-incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) et électriques sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur. Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente au moins tous les trois ans. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées.
Constats : Il n'a pas été présenté de compte rendu de contrôle des installations électriques des bâtiments d'élevage (point non conforme). Pour rappel, la fréquence réglementaire de ce contrôle est annuelle (emploi de salariés).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26
Thème(s) : Élevage, Sécurité-incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection. Des moyens complémentaires de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Constats : Dans le cadre de la défense externe de l'installation contre l'incendie, le site est muni d'une réserve d'eau, située à proximité immédiate des locaux d'élevage et accessible, en toute circonstance, par les engins de secours. La capacité en eau de cette réserve répond aux exigences réglementaires en la matière. Le niveau d'eau est constant puisqu'elle est alimentée par les eaux pluviales, provenant des toitures, via les gouttières ainsi que par le puits de l'exploitation, 2 heures par jour (point conforme). Dans le cadre de la défense interne de l'installation contre l'incendie, 4 extincteurs sont présents. Ces derniers ont été vérifiés le 20/02/2023 par l'organisme "ADSI" à SOULGE SUR OUETTE (53) (point conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Affichages de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26
Thème(s) : Élevage, Sécurité-incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment principal, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.
Constats : Certains numéros d'appel d'urgence ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident ne sont pas affichés (point non conforme).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Accords d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 27
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En outre, chaque fois que des effluents produits par une installation sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage comprend l'accord ou le contrat passé entre les deux parties ainsi qu'un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage ; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : En ce qui concerne la valorisation agricole par épandage des effluents solides produits, la convention d'épandage, signée le 04/01/2023 avec l'EARL DU PARC à THORIGNE EN CHARNIE (53270), a été présentée. La parcelle mise à disposition est référencée ZD 36, située sur la commune de SAINT DENIS D'ORQUES et s'étend sur 7 ha 78 a 65 ca. La cartographie de cette parcelle est annexée à la convention (point conforme). Il a été présenté le bordereau de livraison d'effluents en date du 15/02/2023 (20 tonnes d'effluents solides), comprenant l'ensemble des mentions obligatoires (point conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Mesure des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 29
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La mesure des émissions sonores est effectuée, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, selon une périodicité quinquennale, sauf dérogation prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation, liée à la situation géographique, à l'aménagement ou aux conditions d'exploitation de l'installation. Les mesures sont effectuées, dans la mesure du possible, par un organisme ou une personne qualifié, agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Il n'a pas été présenté de mesure des émissions sonores. Pour rappel, cette mesure doit être effectuée, selon une périodicité quinquennale, par un organisme qualifié et agréé, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation (point non conforme).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet